

**LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET DU SAVOIR
EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES
DIFFÉRENTES APPROCHES ET LEURS IMPLICATIONS SUR LES POLITIQUES**
Ana Laura Rivoir

Introduction¹

Les documents issus des débats qui ont eu lieu dans le cadre du Sommet Mondial sur la Société de l'information (SMSI) montrent diverses conceptions relatives au processus de consolidation d'une « société de l'information » au sein des sociétés contemporaines. Il est intéressant de récupérer ces approches et visions étant donné leurs implications sur l'élaboration de stratégies et la mise en œuvre de politiques, ainsi que sur les définitions théoriques des perspectives des parties prenantes. Il faut également considérer que les perspectives liées aux définitions de la société de l'information dans un pays industrialisé ou central ne sont pas les mêmes que dans des pays situés dans la périphérie des centres de pouvoir mondial.

La société de l'information et du savoir (SIS) est dirigée par les pays centraux et orientée par la dynamique des marchés. Les pays périphériques devraient donc construire leurs propres stratégies de développement, puisque la dynamique actuelle tend à les réduire à la périphérie ou directement à les exclure. L'Amérique latine représente dans le contexte mondial un continent où cohabitent divers secteurs : ceux qui ont accès aux réseaux mondiaux du pouvoir, ceux qui bénéficient des avantages du progrès technologique et ceux qui en sont exclus. En plus, la région se caractérise par l'adoption de modèles de développement ayant des particularités suivant le pays et le gouvernement au pouvoir mais avec une caractéristique prédominante : la dépendance technologique- voire économique- vis-à-vis des économies centrales.

On peut alors se demander quelles sont les possibilités de ces pays de se réinsérer dans la structure économique mondiale ? Pourraient-ils éviter ainsi l'augmentation des inégalités et encourager le développement social ? Quels sont les approches et les choix à faire concernant la SIS ? Quels sont les axes stratégiques de la SIS en Amérique latine ?

Nous présentons ci-après un article fondé sur un travail de recherche à partir des documents produits lors des réunions des gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), préparatoires du SMSI.

¹ Ce document se fonde sur une recherche faite par l'auteur dont les conclusions sont présentées en profondeur dans le document « Visiones de la sociedad de la información y el conocimiento y sus implicancias en las políticas: El proceso en América Latina y el Caribe », disponible en ligne: <http://wsispapers.choike.org/>

Quelques notions nous permettant de mieux comprendre la société de l'information et du savoir en Amérique Latine

Ci-dessus, nous appellerons “sociétés de l'information et du savoir” (SIS) celles qui résultent de processus historiques et sociaux analysés et décrits par de nombreux auteurs; ces processus ont été identifiés, tout d'abord, à partir des changements qui ont commencé dans les années 70 dans les sociétés industrielles.

La SIS se consolide à partir d'une économie intensive du savoir dans le cadre du nouveau paradigme technique et social. Tel que Castells² l'a décrit, une révolution dans les technologies de l'information s'est produite dans cette société émergente, les économies sont devenues plus interdépendantes et le système capitaliste s'est restructuré à l'échelle mondiale. Le rapport entre l'économie, l'Etat et la société a changé: le pouvoir du capital a augmenté par rapport à celui du travail et la tendance au démantèlement de l'Etat-providence tel qu'on le connaissait s'est accentuée. De même, une tendance à l'accroissement des inégalités et la différenciation territoriale et culturelle a augmenté.

Dans ce processus, tel qu'affirme Mercado³: “L'émergence des nouvelles technologies a entraîné de nouvelles façons d'organiser la création du savoir, en redéfinissant les limites entre la recherche scientifique et le développement technologique. Le savoir a commencé à être vu et perçu comme une marchandise: c'était nouveau”.

L'innovation constitue une activité prédominante du savoir, et même si la recherche formelle constitue le pilier de la production, ce système est en train de s'élargir. Les acteurs se diversifient, les lieux où l'innovation se produit se sont multipliés –usagers, individus non spécialisés, travailleurs, etc. En ce sens, Arocena y Sutz⁴ identifient quatre tendances qui caractérisent à l'heure actuelle l'innovation: “i) l'accélération innovatrice”; ii) le rapport de plus en plus étroit entre recherche scientifique, développement technologique et innovation; iii) l'importance économique du savoir; iv) la polarisation sociale que les tendances précédemment décrites favorisent.

Le processus d'innovation implique donc plusieurs acteurs. Non seulement il y a ceux qui produisent l'innovation et ceux qui la reçoivent ou l'appliquent, mais il y a aussi ceux qui s'occupent de la diffuser ou agissent comme lien entre les uns et les autres. Nous pouvons trouver des acteurs qui remplissent ces rôles dans les institutions publiques, privées et sociales. Les processus menant à l'incorporation technologique sont des processus sociaux et en tant que tels ils sont complexes et variables, tout en étant spécifiques et articulés avec d'autres dimensions propres à l'organisation sociale.

² Castells, M. (2000), *La era de la información. Economía, Sociedad Cultura*. Vol. I La sociedad red. Alianza Editorial, Barcelona. /L'ère de l'information. Economie, Société Culture. Vol. I. La société réseau./

³ Mercado, A. (2005), *La estructura Productiva de América Latina: ¿Convergencia hacia la sociedad del conocimiento?* Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, Vol. 11 n°1, (enero-abril), Caracas. /La structure productive de l'Amérique Latine: Une convergence vers la société du savoir?/

⁴ Arocena, R. y J. Sutz (2003), *Subdesarrollo e innovación. Navegando contra el viento*. /Sous-développement et innovation. Naviguer contre le vent,, Cambridge University Press / OEI, Madrid.

Le développement de la périphérie dans la société de l'information et du savoir. Quelques caractéristiques de l'Amérique Latine

Selon Tedesco⁵, les approches optimistes quant à la SIC ont été remplacées par des visions plus nuancées en ce qui concerne les effets démocratisateurs des nouveaux modèles d'organisation sociale et économique fondés sur le savoir et l'information: "L'hypothèse générale sur laquelle s'appuient ces nouveaux points de vue est qu'une société et une économie fondées sur l'utilisation intensive des connaissances et du savoir produisent simultanément plus d'égalité et plus d'inégalité, plus d'homogénéité et une différenciation plus marquée."

Ces inégalités deviennent évidentes, à l'échelle mondiale, en créant de grands fossés entre les pays, de même qu'à l'intérieur de chaque société, chaque ville, chaque région. L'accès aux éléments essentiels tels que santé, éducation et revenus est de plus en plus inégal pour les êtres humains: cela dépend de l'environnement économique dans lequel on se trouve. Les pays les plus riches concentrent les principaux avantages et bénéfices des progrès technologiques tandis que les pays les plus pauvres en sont pratiquement exclus. Des organisations comme l'ONU ont fait un appel concernant le besoin urgent d'adopter des mesures à l'échelle mondiale et nationale afin de renverser ces tendances⁶.

Il existe des composantes historiques qui font en sorte que l'insertion structurelle dans le système mondial rende plus difficile le saut de l'Amérique latine vers la SIC. Les régions qui produisent des matières premières ont eu une insertion périphérique dans le monde : cela a représenté peu d'investissements en recherche, en apprentissage et en innovation endogène. Arocena et Sutz affirment que : " La mondialisation contemporaine de la production mondiale tend à la structurer comme un partage de nature duelle, en concentrant dans le Nord le travail intensif en éducation de pointe en science et technologie, tandis que dans le Sud se déploient une grande partie des tâches productives impliquant une participation locale intensive très réduite du point de vue des savoirs. En ce sens, le Sud latino-américain semble vivre une réinsertion néo-périphérique dans l'économie internationale."

Des analyses menées sur l'impact de cette restructuration, des réformes économiques et des modèles d'ouverture à partir des années 70 en Amérique latine démontrent la primarisation de l'économie, l'incorporation réduite du savoir à l'industrie et /ou , carrément, la perte d'activité industrielle. A cela s'ajoute, dans ces pays, le manque d'un effort orienté vers l'investissement en technologie, ce qui entraîne, selon Moguillansky⁷, une "insertion internationale plus vulnérable à celle qui existait avec le modèle de substitution d'importations: le remède a été pire que le mal."

L'analyse de divers indices macroéconomiques mettent en évidence que la région n'est pas sur la bonne voie pour ce qui est de faire face à ces défis-là. Reprimarisation de l'économie,

⁵ Tedesco, J. C. (2000), *Educación en la Sociedad del Conocimiento*, Fondo de Cultura Económica, México. /Enseigner dans la Société du savoir/.

⁶ Voir PNUD (2001), Rapport sur le Développement humain 2001. Mettre les avancées technologiques au service du développement humain, Washington D.C.

⁷ Moguillansky, G. (2003), *La Innovación: el talón de Aquiles de la Inserción global de América Latina*, /L'innovation: le talon d'Achille de l'Insertion mondiale de l'Amérique Latine/, p. 45 - 84. En: Calderón, F. (Coord.) (2003), *¿Es sostenible la globalización en América Latina?/La mondialisation peut-elle durer en Amérique Latine?/ Debates con Manuel Castells. Volumen I La Globalización en América Latina: Asignaturas pendientes*, FCE/PNUD – Bolivia, Chile. /

exploitation des ressources naturelles, production des biens primaires, augmentation disproportionnée de l'importation de biens manufacturésvoilà un modèle de développement productif non durable.

L'incorporation de technologie se fait à partir d'entreprises multinationales qui agissent comme des enclaves et pas comme conséquence d'un développement endogène. Une demande de technologie provenant des différents secteurs de l'économie et établissant un lien entre les universités et les instituts technologiques n'a pas été créée. Il ne s'est pas établi de cercle vertueux entre création, innovation et investissement. L'Etat n'a pas non plus défini des politiques cherchant à stimuler le système national d'innovation ou les liens d'intégration avec le système mondial.

D'ailleurs, comme Mercado l'affirme, tandis que les grandes multinationales des pays développés s'engagent activement dans la recherche et accordent au savoir un rôle clé dans leurs performances et leur survie, en Amérique latine on continue à exiger le développement de recherches qui créent des savoirs "utiles", sans assumer la responsabilité de leur financement et en ne lui accordant qu'une valeur dans de beaux discours. En ce sens Mercado affirme: "La région doit faire face à quatre défis essentiels: le défi technologique –qui se caractérise par des processus de plus en plus complexes au niveau de la production; le défi institutionnel –renforcement des espaces de promotion et de développement de savoir technologique et scientifique; le défi économique productif, caractérisé par la domination des corporations multinationales et finalement, le défi éthique politique, défini par les impératifs du développement durable."

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont le noyau du nouveau paradigme technologique et, selon Castells, elles constituent "l'élément essentiel pour encourager la productivité dans le processus de production. Le "fossé numérique", ou l'accès différencié aux TIC –accès, production et consommation de matériel, logiciels, contenus, capacités endogènes- constituent un autre point faible dans les stratégies de développement des pays latino-américains. L'appropriation de ces technologies est essentielle, tout spécialement dans un contexte d'inégalités croissantes; l'inclusion dans les réseaux d'information et de génération des connaissances est indispensable.

Cependant, ce serait faux d'identifier cette éventuelle transformation avec l'inclusion toute simple de TIC dans n'importe quel secteur de la société. Il s'avère important d'établir quelques précisions concernant le poids de la technologie dans l'analyse des sociétés. Les ouvrages concernant la technologie ont pâti de déterminismes qui ont réduit leur interprétation à une et une seule de leurs multiples dimensions explicatives. Le déterminisme technologique a eu un poids considérable dans les études sociales: la technologie y est perçue comme le facteur autonome qui donne son élan au changement social. Le déterminisme culturel a aussi favorisé les interprétations ethnocentriques à propos des technologies et de leurs applications.

Ces différents éléments mettent en évidence l'inégalité qui existe en ce qui concerne le développement technologique et les capacités endogènes de construction de la société de l'information et du savoir. Pour le dire en quelques mots, nous pouvons affirmer que les différences vis-à-vis de la société de l'information et du savoir se placent à deux niveaux bien distincts: a) par rapport aux particularités historiques et structurelles d'une société et l'articulation des acteurs sociaux autour de l'innovation technologique; b) les inégalités que la structure internationale actuelle des rapports économiques et de pouvoir imposent comme point de départ pour les sociétés qui sont les plus fragiles.

La définition d'une position représentant l'Amérique Latine et les Caraïbes au SMSI

Ci-après sont analysés quelques éléments qui surgissent d'une série de délibérations et de réflexions issues du processus latino-américain entre la première et la deuxième phase vers le SMSI. A l'échelle intergouvernementale nous analyserons les résultats de deux circonstances essentielles: la "Réunion Technique Régionale Préparatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le Sommet Mondial de la Société de l'Information et la Xe Réunion Biennale du Programme INFOLAC"⁸, tenue à Quito du 4 au 6 mai 2005, d'une part et la "Conférence Régionale Ministérielle de l'Amérique latine et les Caraïbes, Préparatoire de la Deuxième Phase du Sommet Mondial de la Société de l'Information"⁹, tenue à Rio de Janeiro du 8 au 10 juin 2005, d'autre part. Nous étudierons les documents qui ont été produits lors de ses deux circonstances (Déclaration et Plan d'Action) et nous analyserons les résultats obtenus.¹⁰

Réunion technique préparatoire – Quito, juin 2005

La réunion a eu comme élément de départ le document élaboré par la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL): *Vers un Plan d'Action pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la construction de la Société de l'Information eLAC 2007*¹¹. Le but de cette réunion était d'avancer, à partir du document de la CEPAL, dans la formulation d'un brouillon pour le Plan d'Action Régional qui serait le point de départ dans les négociations pour la conférence de Rio de Janeiro. Quand les délibérations commencèrent à Quito les participants se sont mis d'accord pour ne travailler que sur l'annexe: "Objectifs du Plan d'Action de l'Amérique latine et des Caraïbes vers la construction de la Société de l'Information". On retiendra surtout la formulation d'objectifs quantifiables (à l'horizon 2007) et en laissant de côté la discussion des notions et des définitions de base qui sont comprises dans le document d'origine.

Le débat sur les contenus associés aux TIC a été l'élément qui a traversé transversalement les travaux sur ce document. Dans ce débat sont sous-jacents les différentes visions concernant le rôle de l'Amérique latine et les Caraïbes dans la société mondiale de l'information. En ce sens, l'on constate dans le brouillon, l'absence d'une orientation qui propose un rôle plus actif de la région quant à la production de technologie, information et savoir¹².

⁸ http://portal.unesco.org/es/ev.php-URL_ID=27169&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

⁹ <http://www.riocmsi.gov.br/>

¹⁰ La méthodologie de l'observation participante sous-tend cette analyse. Dans cette technique le chercheur fait partie de la dynamique du processus étudié comme un autre acteur. A partir de cette participation on analyse la dynamique et les contenus du processus, en affrontant le défi de dépasser l'analyse partielle ou subjective des faits. Il a l'avantage d'avoir accès à l'information de première source et de connaître les détails de la dynamique du fait.

¹¹ En ligne: http://wsispapers.choike.org/hacia_elac_2007_esp.pdf

¹² Dans la proposition initiale, par exemple, la seule référence à l'université est celle relative au réseau *Clara* (<http://www.redclara.net/>) (Objectif 8). Il n'y a non plus aucun objectif en rapport avec la création ou la production de technologie, connaissances ou produits à valeur ajoutée.

Quelques unes des délégations qui ont participé¹³ ont demandé de considérer un document dans lequel des objectifs supplémentaires reflèteraient les préoccupations qui découlent de la production en propre de technologie, savoir, infrastructure et contenus en Amérique latine, compte tenu du développement problématique spécifique à chaque pays de la région.

La proposition expose les points suivants, lesquels sont insérés dans le document final issu de la réunion :

- Encourager le développement des indicateurs communs afin de pouvoir quantifier de la même façon l'accès au savoir et l'utilisation des TIC.
- Créer et développer des réseaux régionaux de coopération entre les institutions, les pôles et parcs technologiques, en favorisant la participation des institutions scientifiques et technologiques aux systèmes d'innovation et à la production nationale des produits et services à valeur ajoutée, et en encourageant le développement de compétences techniques et scientifiques locales.
- Promouvoir la création locale et l'échange régional de contenus afin de favoriser la participation des citoyens et le développement humain, notamment en matière de science, de technologie, d'inclusion numérique et de formation pour l'emploi.
- Promouvoir le développement de l'industrie technologique locale : approvisionnement de matériels de support et de technologie pour le développement et l'entretien des infrastructures.
- Créer un groupe de travail régional chargé de conduire des recherches sur le développement et les enjeux des industries créatives / industries du développement des contenus ; mettre en place des mécanismes de coordination régionaux et mondiaux destinés à trouver des solutions aux problèmes communs, tels que le financement d'une économie des biens intangibles, la distribution de biens et services de communication et culturels de la région, perfectionnement de la capacité de production locale des contenus tout en respectant la diversité culturelle.

Autres modifications importantes proposées, relatives à la formulation des buts, visaient les aspects identitaires de la région, ainsi que les inégalités entre les régions et à l'intérieur des propres pays concernant des thèmes tel que l'accès aux technologies. Quelques éléments ont été incorporés à la « révision Quito » du document *eLAC 2007*¹⁴, dont la rédaction finale a été confiée au Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) lors de la Conférence de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) qui s'est tenue à Genève.

Participation de la société civile

Un petit nombre d'organisations de la société civile, invitées à la réunion de Quito à titre d'observateurs, ont pu réaliser quelques apports dans un espace consacré à cette fin à l'une des séances. Elles ont pu ainsi évaluer la viabilité de leurs propositions pour le document de buts¹⁵ et pour un autre document¹⁶ où l'on propose certains critères généraux qui seront

¹³ Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Cuba, Pérou, Uruguay et Venezuela ont proposé la version originale.

¹⁴ Veuillez consulter http://wsispapers.choike.org/elac_2007_final_quito.pdf

¹⁵ http://wsispapers.choike.org/recomendaciones_metas_elac2007.pdf

¹⁶ *Des critères généraux proposés par les organisations de la société civile pour le Plan d'action régional eLAC 2007*. Quito, les 4-6 mai 2005. Signé par: Agencia Latinoamericana de Información, Asociación Latinoamericana de Educación Radiofónica, Asociación Mundial de Radios Comunitarias en LAC, Instituto del Tercer Mundo, Monitor de APC de Políticas de TIC, Red DAWN, Red de Desarrollo Sostenible, Red de Informaciones are el Tercer Sector, Red Infodesarrollo, etc.

étudiés de manière transversale aux buts. Ces critères devraient : i) refléter les principes des Nations Unies et être harmonisés avec les Objectifs du Millénaire ; ii) prendre en compte la dimension de genre ; iii) avoir une vision plus vaste des TIC, non réduite à l'utilisation de l'Internet ; iv) considérer la vaste participation dans l'intégration des Groupes de travail proposés et expliciter les sources de financement. Sur ces quatre axes, seul le premier a été partiellement pris en compte dans le document de Quito.

Conférence interministérielle de Rio de Janeiro, juin 2005

L'étape de Rio de Janeiro fait partie d'un processus mené à bien par les pays latino-américains et caribéens depuis le Sommet de Genève en 2003.

A partir des versions préliminaires des documents qui ont fait l'objet de la réunion préparatoire de Quito et de la compilation des commentaires par la Coordination du GRULAC-UIT, la Conférence de Rio de Janeiro a progressé sur l'élaboration d'un ordre du jour latino-américain et caribéen vers la société de l'information. Le travail intense conduit pendant les trois jours de la réunion a abouti à l'adoption d'une Déclaration de principes : « L'engagement de Rio » et d'un Plan d'action régional : « *eLAC 2007* », orienté vers l'obtention de 30 buts pour l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'ici l'an 2007¹⁷.

Participation de la société civile

Les organisations de la société civile ont participé en qualité d'observateurs à la Conférence de Rio de Janeiro. Elles ont été admises aux séances d'ouverture et de clôture et ont pu participer aux manifestations parallèles, mais n'ont pu assister aux débats. Les organisations participantes ont fait deux interventions lors de la séance plénière, les 8 et 10 juin 2005. Au cours de cette dernière intervention, elles ont exprimé leur désaccord sur le mode de participation qui leur a été réservé à la réunion de Rio de Janeiro : « les mécanismes de participation et les règles de procédure établies dans le cadre du Sommet n'ont pas été respectés, ce qui a empêché les délégués de la société civile de participer aux discussions et réunions de travail et d'accéder en temps opportun aux documents en discussion »¹⁸.

Au niveau régional comme au niveau mondial, il coexiste différentes orientations en ce qui concerne la société de l'information. D'une part, on postule une vision qui observe le phénomène en termes complexes, à partir d'une approche basée sur les droits humains, mettant l'accent sur des aspects liés au développement social. Cette perspective est très proche des énoncés présentés par la société civile, ainsi que des documents exposés par des organisations internationales telles que l'UNESCO. Cette vision se reflète dans l'effort d'élaborer une perspective de la société de l'information provenant des pays latino-américains, en les regardant non comme simples consommateurs de TIC et des contenus mais comme producteurs réels ou potentiels de technologie et des produits qui s'y associent. Cette vision est clairement représentée au point 20 de l'Engagement de Rio (cf. ci-dessous)¹⁹.

(http://wsispapers.choike.org/criterios_generales_elac.pdf)

¹⁷ Ces deux documents sont disponibles à <http://www.cepal.org/socinfo/elac/>

¹⁸ Intervention des organisations de la société civile, le 10 juin 2005, Rio de Janeiro.

(<http://www.choike.org/nuevo/informes/2968.html>)

¹⁹ « 20. Notre conviction est ferme: toute personne doit participer activement dans une société de l'information qui se fonde sur le partage des connaissances ; agir non seulement en tant qu'utilisateurs de

Il existe une vision entièrement opposée qui place le marché au centre et qui considère le secteur privé comme acteur principal du processus. Dans cette perspective, les aspects sociaux, communautaires et le lien entre la société de l'information et les processus de développement endogènes de ces pays sont réduits à leur expression la plus simple. La dimension sociale est axée sur l'accès aux technologies, notamment l'Internet, et sur l'alphabétisation numérique des groupes sociaux défavorisés, essayant de réduire le « fossé à l'accès » par le biais de politiques spécifiques en faveur des groupes exclus.

Il y a aussi une vision « intermédiaire » qui met l'accent sur l'importance des technologies pour obtenir des progrès sociaux et qui cherche à promouvoir le développement des industries technologiques, en les impliquant dans les systèmes productifs locaux.

Ces trois visions ont également des positions différentes par rapport au rôle de l'Etat et à ses politiques. Le deuxième cas considère que l'Etat doit se borner à créer un environnement propice à l'élargissement des infrastructures, tandis que les deux autres croient que l'Etat doit s'impliquer davantage, en agissant de manière proactive dans le processus de développement.

Les axes de la discussion

Les différentes visions ci-dessus présentées conduisent à des questions et à des axes de débat sur le développement des stratégies en Amérique latine à l'égard de la SIS.

Certains sujets qui méritent une analyse en profondeur sont énoncés ci-après en vue de les systématiser :

Sujets	Eléments du débat	Questions générales
Propriété du savoir	Réglementation des systèmes de la propriété intellectuelle, notamment les brevets et droits d'auteur. De quelle façon, ces systèmes encouragent la privatisation du savoir, qui reste entre les mains des grandes corporations. Diffusion et utilisation des connaissances locales, culturelles, autochtones et identitaires des sociétés latino-américaines.	A qui appartient le patrimoine culturel, biologique et éventuellement numérique de l'Amérique latine ? Quel est le système de brevets et de droits d'auteurs adapté à la réalité de la région ? Faut-il envisager le savoir en tant que bien public ?
Production de technologie	Quelles sont les possibilités d'insertion de l'Amérique latine à l'échelle mondiale en tant que producteur de technologie ? En contrepartie: la vision selon laquelle ces espaces sont impossibles à conquérir.	Y a-t-il des possibilités d'élaboration de stratégies régionales de production technologique ? La place de l'Amérique latine sur le marché mondial est-elle bornée à la

nouvelles technologies, mais aussi en tant qu'agents du développement et de la production des contenus. Afin d'atteindre cet objectif, nous insistons sur le besoin de favoriser le libre flux d'idées et de l'information et le développement d'une culture mondiale et régionale qui partage les connaissances ».

(http://www.cepal.org/socinfo/noticias/documentosdetrabajo/7/21677/Compromiso_de_Rio_de_Janeiro.pdf)

		production de matières premières ?
Identité et culture numérique	La création de contenus et de produits culturels moyennant l'utilisation multimédia et convergente de nouvelles technologies. Le besoin de mettre sur l'Internet des informations latino-américaines, la numérisation du patrimoine historique et culturel, le support numérique de la mémoire collective. Le renforcement des identités.	Quelles sont les priorités et comment sont-elles mises en place? Qui s'intéresse à systématiser, à numériser et à rendre publique cette information ? Quels en seraient les bénéficiaires (les marchés, les sociétés locales) ?
Sujets	Eléments du débat	Questions générales
Logiciel (libre vs propriétaire)	Voilà un débat qui se pose au niveau mondial. Dans le cas de l'Amérique latine, il existe une industrie naissante du logiciel et des services informatiques qui préconisent la défense du logiciel propriétaire. Il existe par ailleurs un certain consensus concernant les avantages du logiciel libre quant aux coûts et aux aspects de démocratisation.	Afin de favoriser l'industrie locale, est-il convenable que l'Etat s'approvisionne auprès des fournisseurs locaux ? L'industrie locale, peut-elle être favorisée par l'expansion du logiciel libre dans tous les domaines, notamment dans l'enseignement (générant ainsi un environnement propice à l'innovation et à l'apprentissage) ?
Création de connaissances	La formation des professionnels et de la population en général, les conditions d'infrastructure, le degré de valeur attachée à l'éducation, à la technologie et à la production scientifique.	Quels sont les sujets prioritaires quand on parle de formation, vis-à-vis des réalités locales et régionales ?
Le rôle du marché	Les appuis financiers, la réglementation, la promotion, les politiques, les crédits et l'encouragement provenant de l'Etat, ne tiennent pas compte de la faisabilité des innovations technologiques. A ce sujet, les limitations sont évidentes – il faut reconsidérer également les priorités concernant la distribution des budgets. Il faut aussi rappeler que la plupart des sociétés de télécommunications de la région ont été privatisées ; le secteur privé est donc un acteur primordial.	Quel est le rôle du marché ? Quelles sont les possibilités des politiques publiques? Quel est le degré d'indépendance quant aux processus de création d'infrastructure et de sa mise en œuvre ultérieure ? Quel en est le cadre réglementaire?
Accès communautaire	Les télécentres, les centres communautaires et la diffusion des TIC jouent un rôle essentiel concernant la création, la diffusion et la perméabilité des technologies à usage social, utile et	Faudrait-il fournir du support technologique aux centres communautaires? Faudrait-il doter les télécentres de projets et d'objectifs sociaux

	pédagogique. Il faut toutefois en évaluer le caractère durable: l'abandon de ces centres quand ils ne fournissent pas d'outils pour la solution des problèmes de la population, leur inviabilité quand ils manquent de support technique et/ou financier, etc.	et culturels ?
--	--	----------------

Que faire? Suggestions et recommandations générales

Cette étude propose quelques orientations et un certain nombre de chemins à suivre dans le but de lier la SIS au développement des pays d'ALC. La perspective à partir de laquelle l'on visualise la SIS aura des implications directes sur les actions et mesures prises par les différentes parties prenantes – politiciens, gouvernements, organismes internationaux, citoyenneté, entreprises, etc. – Les sociétés latino-américaines, en tant que sociétés périphériques de la SIS, devront construire leur propre perspective à cet égard.

Il est important d'abandonner les approches technologistes et de prendre des mesures visant la création de nouvelles capacités, tout en encourageant celles déjà existantes. Il faut mettre en œuvre des mesures à tous les niveaux – local, national, sous-régional, régional et mondial – comme cadre pour l'action. Il s'agit d'incorporer et d'articuler toutes les parties autour d'un processus de développement endogène. Autrement, les tendances actuelles auront tendance à se consolider, en aggravant les conditions socio-économiques, politiques et culturelles des sociétés latino-américaines et caribéennes. Quelques orientations sont présentées ci-après à cet égard :

- Assumer l'importance des **politiques gouvernementales**. L'Etat doit jouer un rôle important lorsqu'il s'agira de définir les orientations, le contexte légal et les domaines de négociation pour l'exécution des buts, en les rattachant au développement social. Il faut prévoir l'institutionnalisation de ces politiques, qui doivent traverser horizontalement les structures pyramidales des Etats pour devenir intersectorielles.
- Rechercher l'engagement et la **synergie de toutes les parties prenantes** de façon efficace et plurielle du point de vue institutionnel, car seule leur harmonisation assurera les capacités et les pouvoirs pour gérer cette coordination et conduire le processus. Le système d'enseignement, les agents industriels et économiques, les infrastructures technologiques, les organisations de la société civile, les universités et centres de recherche, les ministères compétents, etc., doivent coordonner leurs efforts pour permettre cette synergie.
- L'**entreprise privée** en rapport avec les priorités de développement définies par le gouvernement, doivent conformer l'axe des politiques. Il faut encourager sa collaboration avec les créateurs de savoir et de technologie sur le plan local, en générant un cercle vertueux entre science et technologie, domaine productif et utilisation des TIC.

- Développer et renforcer **l'infrastructure technologique** et la formation de base pour l'appropriation des technologies et leur utilisation conséquente dans les différents domaines sociaux, productifs et culturels, afin d'atteindre des objectifs reliés aux besoins de la population. Les priorités sociopolitiques et les technologies doivent être en rapport les unes les autres et en révision permanente, puisqu'elles produisent une dynamique de transformation constante, parfois difficile à prévoir.
- Etant donné la situation de beaucoup de pays de la région, dont les populations sont en grande partie privées de l'accès au réseau électrique, il est important aussi de coordonner les objectifs des gouvernements et ceux des entreprises, afin de mettre en place des **processus intégraux et convergents** d'accès aux technologies de base.
- Fournir les ressources et les supports aux institutions **éducatives** et/ou créatrices du savoir – universités, centres de recherche, etc. Veiller à l'alphabétisation nécessaire et à son articulation avec les nouvelles technologies, en prenant compte des enjeux pédagogiques et didactiques impliqués. Utiliser les avantages des TIC, y compris les médias traditionnels. Encourager la formation de la population sur des thèmes et des domaines prioritaires pour le développement. Promouvoir l'entrée à la SIS et considérer ses implications dans l'élaboration des programmes d'études de l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire, dans le but de privilégier la formation de professionnels capables de créer du savoir et des technologies propres, ainsi que de gérer les processus locaux pour le développement.
- Mettre en place des politiques et des programmes d'encouragement de **l'innovation et du développement** de la science et de la technologie, avec la participation de différents acteurs ; considérer ce processus en tant que créateur d'un tissu social pour l'innovation et le développement.
- Encourager et élargir l'usage des **TIC en tant qu'outils** pour la communication sociale, le développement productif, l'amélioration des processus de travail, la gestion gouvernementale et la participation sociale, entre autres, en évitant que les TIC deviennent une fin en elles-mêmes et en essayant de lier leur introduction aux processus de formation et aux objectifs clairs de développement social.
- Favoriser la **production de savoirs et de contenus locaux** destinés à générer une industrie locale et à promouvoir la culture du continent, renforçant les identités locales dans le réseau mondial.
- Créer des politiques d'**inclusion sociale** en utilisant les TIC. Par exemple, créer et utiliser des centres communautaires multimédia, non pour promouvoir la consommation ou la connexité mais pour favoriser l'emploi ou l'exercice de la citoyenneté.

Les politiques et stratégies les plus adaptées à l'Amérique latine concernant la SIS sont celles qui encouragent un changement de mode de développement, en introduisant un nouvel paradigme socio productif et en jetant les bases, dans tous les domaines de la société, pour créer des capacités durables et endogènes, susceptibles d'assurer la création, le développement, la transformation et l'appropriation de l'information et du savoir de l'ALC,

ainsi que l'innovation et le changement technologique. Il serait ainsi possible d'exploiter un large éventail de possibilités qui pourraient mettre à profit le potentiel des processus réels de développement des sociétés latino-américaines.